

## PETITE ET GRANDE HISTOIRE AUTOUR DE LA CRISE IRAQUIENNE

PAR

YVES BOYER (\*)

La crise iraquienne a concerné plusieurs « fronts » : l'Iraq et ses dirigeants ; le Conseil de sécurité, où se sont opposées différentes visions de l'ordre international et des règles qui doivent s'y appliquer ; l'Alliance atlantique, où, pour la première fois, le *leadership* américain n'a pu convaincre les alliés turcs et allemands de se rallier aux souhaits exprimés par Washington ; l'Europe, enfin, qui s'est déchirée entre le camp mené par les Franco-Allemands et celui conduit par la Grande-Bretagne et l'Espagne appuyées, notamment, de l'Italie et de la Pologne. Les ressorts de la crise ont été eux-mêmes multiples et à géométrie variable : terrorisme, armes de destruction massive, changement de régime à Bagdad ont été les trois ingrédients qui ont servi tour à tour la cause des dirigeants américains et britanniques face à Saddam Hussein.

S'agissait-il d'éradiquer la menace d'armes de destruction massive réputées être détenues par les dirigeants irakiens et dont les autorités britanniques faisaient valoir, en septembre 2002, qu'elles pouvaient atteindre la Grande-Bretagne 45 minutes après l'ordre de tir ? S'agissait-il de continuer la lutte contre le terrorisme, partant de l'hypothèse que des liens pouvaient exister entre la clique au pouvoir à Bagdad et Al Qaïda ? S'agissait-il de procéder par force à un changement de régime dans un pays où les dirigeants se conduisaient avec une particulière brutalité à l'égard de la population, dont on pensait qu'une fois libérée elle se rallierait en masse aux alliés, à l'exception, sans doute, du triangle sunnite ? Le thème du changement de régime pour instaurer la « démocratie » à Bagdad a fini par dominer toute autre considération. Il en va ainsi quand les nations sont divisées sur les raisons d'entrer en guerre : l'argument de la démocratie et de son élargissement au Proche-Orient faisait penser aux motifs jadis invoqués pour apporter la « civilisation » aux peuples qui en avaient été privés. Pour justifier de l'invasion de l'Abyssinie en 1867, Disraeli avait ainsi joué sur la corde morale en assurant les Communes et les puissances européennes de « *la pureté de nos intentions* ».

(\*) Directeur-adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS, Paris, France) et président de la Société française d'étude militaire.

En fait, le paradoxe est que ce changement de régime n'avait pas nécessairement pour les dirigeants américains et britanniques les mêmes causes que celles que l'opinion croyaient qu'elles étaient. Pour le Président Bush et le Premier ministre britannique, le changement de régime se justifiait avant tout par le risque de collusion, qu'il fallait absolument éviter compte tenu de l'expérience du 11 septembre, entre un Etat-« voyou », détenteur supposé d'armes de destruction massive, et des groupes terroristes. Dès la fin du mois d'avril 2003, Tony Blair avait déclaré que l'objectif principal de la guerre avait été de priver Saddam Hussein d'armes de destruction massive. La justification morale en a été le changement du régime en place à Bagdad (1). A l'occasion d'une allocution télévisée en septembre 2003, le Président Bush est revenu, de son côté, sur les motifs qui l'avaient poussé à attaquer l'Iraq : au premier chef figure la nécessité de répliquer au terrorisme et à ses alliés. Selon le Président américain, seule la force peut contraindre et éliminer la menace terroriste, laquelle, toujours selon le chef de la Maison-Blanche, doit également être jugulée par l'instauration de la démocratie (2).

En fait, si cette crise a eu un aspect inquiétant ce n'est pas tant par le trouble qu'ont créé la multiplicité et la confusion de ses facettes et les péripéties diverses qu'elle a engendrées, mais bien plus parce qu'elle a montré l'extraordinaire difficulté des dirigeants politiques à maîtriser une situation complexe. La dynamique de la crise leur a échappé en large part, les contraignant au mieux à de brillantes improvisations, au pire à gouverner par manipulations. Cette crise est bien celle du retour de l'histoire, où, de tout temps, les nations ont paru cheminer davantage aux hasards de l'histoire que sous l'effet de décisions rationnelles des *leaders* quelle que soit leur origine – démocratique, dictatoriale ou dynastique. Toutes choses égales par ailleurs, le même scénario d'enchaînements fatals qui a suivi l'assassinat de l'Archiduc François-Joseph à Sarajevo s'est reproduit. Certes, les conséquences n'ont pas été aussi dramatiques, mais dans cette crise qui va petit à petit monter en puissance à partir de la fin de l'année 2001 pour culminer avec la guerre au début du printemps 2003, puis se poursuivre avec des problématiques totalement nouvelles, les dirigeants politiques ont joué une partie complexe, mais n'ont pas plus été maîtres de la distribution des cartes que des conséquences de leur jeu. Les suites du suicide de David Kelly, le 17 juillet 2003, suspecté, par certains membres du ministère britannique de la Défense, d'avoir fourni des informations à un journaliste de la BBC (Andrew Gilligan) opposé à la guerre en Iraq, en sont un exemple parmi d'autres.

(1) Interview de Tony Blair donnée au *Financial Times*, 27 avril 2003.

(2) « *The Middle East will either become a place of progress and peace, or it will be an exporter of violence and terror that takes more lives in America and in other free nations [...] Everywhere that freedom takes hold, terror will retreat* ».

## LA GUERRE « MASQUÉE »

Si la seconde guerre d'Iraq a commencé en mars 2003, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne n'ont pas cessé d'être impliqués militairement dans ce pays depuis 1991 : la guerre que les Etats-Unis vont ouvertement mener contre l'Iraq en mars 2003 aura en fait commencé bien avant.

Dès la fin de l'année 2001, des conseillers militaires américains ont infiltré le nord de l'Iraq afin d'entamer des pourparlers avec des dirigeants kurdes et des opposants iraqiens en vue d'amorcer des discussions sur la constitution d'une coalition anti-Saddam Hussein. Des instructeurs américains ont également participé à l'entraînement d'unités kurdes en vue d'éventuelles actions ultérieures contre les forces iraqiennes. Les Américains commencèrent le repérage de cibles potentielles à détruire dans l'hypothèse d'une offensive terrestre. Des aérodromes situés près des villes kurdes d'Arbil, Soulémanié et Dohouk furent répertoriés en vue de recevoir des hommes et du matériel en cas de guerre. Parallèlement, la CIA ouvrait deux postes dans le nord du Kurdistan. Secondés par des équipes du Pentagone et de SAS britanniques, ils avaient notamment pour mission d'enquêter sur l'action du groupe Ansar al-Islam, implanté aux confins de l'Iraq et de l'Iran et suspecté d'entretenir des liens avec Al Qaïda. A la fin de 2002, plusieurs dizaines de membres de la CIA (3), mais aussi de forces spéciales américaines, britanniques, jordaniennes et australiennes, se seraient trouvés dans le nord de l'Iraq à des fins de surveillance des champs pétroliers, de détection de missiles Scud, de délimitation de champs de mines et de désignation de cibles aux pilotes dans le cadre de l'opération « *Northern Watch* » (4).

La liberté de manœuvre des Américains s'est trouvée grandement renforcée du fait du contrôle qu'ils exerçaient sur la plus grande partie de l'espace aérien iraquien. Dès 1991, les Résolutions 678, 687 et 688 du Conseil de sécurité donnaient autorité aux alliés de protéger les minorité chiites au sud et kurdes au nord de l'Iraq. Prenant appui sur ces résolutions, les Américains, les Britanniques et, à l'époque, les Français se chargèrent de veiller à l'application de l'interdiction de survol d'une partie du territoire iraquien par l'armée de Saddam Hussein, notamment au nord du 36° parallèle. Immédiatement après « Tempête du Désert », dans le cadre des opérations « *Provide Comfort* » I et II, les alliés anglo-américains ont ainsi protégé les Kurdes d'attaques aériennes par les forces iraqiennes. La zone d'exclusion du nord s'est doublée, en 1992, d'une zone d'exclusion au sud du 32° parallèle (opération « *Southern Watch* »). Si les opérations aériennes alliées veil-

(3) Dans le cas de la CIA il s'agit en particulier des forces paramilitaires de la centrale de renseignement, qui appartiennent aux « *Special operations groups* » (SOG) créés en 1998 à l'initiative de George Tenet, directeur de la CIA. Les SOG seront les premiers présents en Afghanistan et contribueront à encadrer l'Alliance du Nord qui jouera un rôle essentiel dans la chute des Talibans.

(4) Une nombreuse littérature existe sur ce sujet. Cf. par exemple John DONNELLY/Tom ALLARD, « Undercover war begin as US forces enter Iraq », *The Boston Globe*, 6 janvier 2003.

laient à interdire toute incursion aérienne iraquienne dans les zones prohibées, elles ont eu aussi, à partir de 1998-1999, un rôle beaucoup plus actif. C'est ainsi qu'après le refus des autorités de Bagdad d'autoriser le retour des inspecteurs de l'UNSCOM, des raids aériens furent lancés pendant quatre jours, du 16 au 19 décembre 1998, contre des installations stratégiques iraqiennes. En 1999, des raids aériens eurent lieu pendant près d'un tiers de l'année (105 jours) dans le cadre de « *Northern Watch* ». Il en est allé de même en 2000. 2001 a marqué un certain ralentissement, tandis que l'année 2002 voit s'accélérer ce qui ressemblait à des préparatifs de guerre.

Selon les autorités britanniques, le total des bombes larguées contre des cibles iraqiennes va augmenter de 300 % entre mars et novembre 2002 (5). Selon des officiels britanniques cités par *The Guardian*, les missions dévolues aux forces aériennes britanniques et américaines n'avaient plus grand-chose à voir avec le respect de zones d'exclusion aériennes, mais étaient de plus en plus destinées à dégrader les défenses anti-aériennes iraqiennes. En septembre 2002, par exemple, un raid de près de 100 avions attaquera un centre de commandement d'opérations aériennes, situé à l'ouest du pays, d'où auraient pu partir les ordres de tir de missile Scud visant Israël. Une tactique encore plus agressive sera adoptée après qu'en septembre 2002 Donald Rumsfeld eut donné aux responsables militaires instruction de ne pas concentrer la riposte à des actions hostiles iraqiennes, comme l'illumination des avions alliés par des radars de tir ou même le lancement de missiles, sur les seuls radars et sites de missiles, mais de s'en prendre aussi aux réseaux de commandement et aux moyens de communication iraqiens (6).

Quelques mois après la guerre, à l'occasion d'un séminaire réunissant des officiers alliés, le général Michael Moseley, chef des opérations aériennes durant l'opération « *Iraqi Freedom* », reconnaîtra que l'intensification des frappes aériennes contre l'Iraq, à partir du milieu de 2002, s'inscrivait dans un plan d'action qui allait bien au-delà de la protection des zones d'exclusion aériennes imposées à l'Iraq. Ce plan, « *Southern Focus* », consistait en particulier à détruire les systèmes de communication à base de fibres optiques (7) mis en place par les Iraquiens et servant à transmettre les ordres de Saddam Hussein à partir de Bagdad vers Nassirya et Bassorah. L'objectif des Américains était de quatre ordres : empêcher toute communication entre Bagdad et les forces iraqiennes, notamment celles massées face au Koweït et à l'Arabie saoudite ; dominer totalement l'espace aérien iraqien ; fournir, le cas échéant, un appui aérien aux forces spéciales ; neutraliser les missiles sol-sol/sol-mer iraqiens, ainsi que les sites suspectés d'abriter des

(5) Sur ce sujet, cf. Richard NORTON-TAYLOR, « Britain and US step up bombing in Iraq », *The Guardian*, 4 décembre 2002.

(6) Vernon LOEB, « Airstrikes In Southern Iraq 'No-Fly' Zone Mount », *Washington Post*, 15 janvier 2003.

(7) Les transmissions par fibres optiques résistent, jusqu'à présent, aux écoutes pratiquées par les systèmes d'interception électronique.

armes chimiques et biologiques (8). Au début de 2003, les raids se multiplient : c'est ainsi qu'entre le début de janvier et la fin février, 40 objectifs sont pris à partie. Ces raids ont lieu pour l'essentiel, mais pas exclusivement, dans le sud de l'Iraq, en vue de préparer l'offensive terrestre. Des défenses anti-aériennes mais aussi des sites de missiles antinavires susceptibles de gêner le déploiement des forces navales alliées dans le Golfe, sont l'objet de ces attaques (9). Des tracts sont également largués en très grandes quantités : ils enjoignent les Iraquiens de ne pas chercher à réparer les dommages causés par les bombardements et donnent les fréquences de stations de radios diffusant des émissions hostiles au régime de Saddam Hussein. L'idée selon laquelle la population iraquienne, notamment les Chiïtes, va se rallier en masse aux prochains « libérateurs » est alors bien ancrée, notamment au sein de certains milieux conservateurs américains.

Parallèlement, les plans d'attaque se multiplient. A l'occasion de Millennium Challenge 2002, un grand exercice de simulation, joué du 24 juillet au 15 août 2002 par les organes de commandement américain, des hypothèses d'emploi des forces sont testées avant d'être en partie mises en œuvre à l'occasion des opérations militaires qui débutent au mois de mars 2003 (10). A la fin du mois de février 2003, 200 000 Américains se trouvent dans la région du Golfe, dont 100 000 au Koweït; la moitié des 42 000 Britanniques qui prendront part aux opérations sont également déjà sur place, attendant le reste des forces. 5 groupes de portes-avions américains sont en Méditerranée ou dans le Golfe ainsi que 500 avions de l'US Air Force. Les Britanniques, dès le début de 2003, estiment que les opérations vont débuter dans la seconde quinzaine de mars. Dans l'hypothèse de plus en plus manifeste d'une guerre, on estime, à Washington, que les forces américaines devront rester plusieurs années et en nombre important en Iraq.

#### MANIPULATIONS ET DIVISIONS DANS LE CAMP AMÉRICAIN

Au moment où les préparatifs militaires contre l'Iraq s'intensifient, les dirigeants américains se mettent à « pousser les feux » sur les fronts diplomatique et intérieur en vue de « régler son compte » à l'Iraq de Saddam Hussein. Au tout début du mois de septembre 2002, le Président Bush, en déplacement dans le Kentucky et l'Indiana, déclare que « *l'histoire nous appelle à envisager un changement de régime en Iraq* » (11). Appelant de ses vœux un

(8) Michael GORDON, « US Air Raids in '02 Prepared for War in Iraq », *New York Times*, 20 juillet 2003.

(9) Raymond WHITAKER, « US and Britain Pound Iraqi Defenses in Massive Escalation of Airstrikes », *The Independent on Sunday*, 23 février 2003.

(10) Du côté américain, ces opérations auront pour nom de code « *Iraqi Freedom* » et « *Telic* » pour les Anglais.

(11) « Remarks by the President at Anne Northup for Congress Luncheon », Louisville, Kentucky, 5 septembre 2002.

débat national sur ce sujet, il prend néanmoins le soin de déclarer que les débats au Congrès ne le feront pas changer d'avis sur la nécessité de renverser Saddam Hussein (12). Il ajoute que son devoir consiste « *non seulement à pourchasser ceux qui avaient frappé les Etats-Unis mais aussi à anticiper* », faisant ainsi implicitement référence au lien entre la possession d'armes de destruction massive par un régime honni qui pourrait entretenir des liens avec des mouvements terroristes, discours favori des néo-conservateurs américains. Ces derniers vont en effet jouer un rôle capital dans la mise en scène qui a débouché sur la guerre, en mars 2003.

Lors d'un discours à Cincinnati, le 7 octobre, George Bush évoque en détail les menaces que l'Iraq de Saddam Hussein a, à son sens, fait peser sur les Etats-Unis, et en particulier la menace nucléaire. Il se garde cependant de citer, à titre de preuve, la tentative d'achat de minerai d'uranium au Niger par l'Iraq. Le directeur de la CIA, George Tenet, est intervenu personnellement pour que cette information ne figure pas dans le discours du Président car elle lui apparaît largement erronée. Colin Powell adopte une position extrêmement prudente sur ce sujet, notamment lors de son intervention à l'ONU, le 5 février 2003, d'autant que le bureau de renseignement du Département d'Etat a estimé cette affaire totalement fautive. Les « durs » de l'administration tentent pourtant de la faire endosser par le Président à l'occasion de son discours sur l'état de l'Union, le 20 janvier suivant : le Président Bush évoquera succinctement la tentative de Bagdad d'acheter de l'uranium en Afrique (13). Cette information, que cherchait à utiliser Stephen Hadley, conseiller adjoint pour la Sécurité nationale (NSC), un des durs de l'administration, met en évidence les dysfonctionnements, non pas tant de la CIA que de l'Administration Bush, pour ce qui est de la gestion et de l'utilisation du renseignement.

Des figures importantes de l'administration ont en effet mis sur pied une structure informelle d'évaluation du renseignement pour faire pendant tant à la CIA qu'à l'agence de renseignement du Pentagone, la DIA (Defense intelligence agency), jugées « tièdes » par rapport à l'Iraq. Cette structure, appelée Office of special plans (OSP) (14), a été créée, au Département de la Défense, à l'instigation de Donald Rumsfeld, et placée sous la supervision informelle du vice-Président Cheney. Immédiatement après le 11 septembre 2001, Rumsfeld et Wolfowitz cherchent à inclure l'Iraq dans la guerre

(12) *Ibid.*

(13) « *Our intelligence sources tell us that he [Saddam] has attempted to purchase high-strength aluminium tubes suitable for nuclear weapons production* ». Cet épisode de l'uranium du Niger sera l'occasion d'une dispute entre Américains et Britanniques qui embarrassera au plus haut point George Tenet. Les Britanniques affirmeront qu'ils possédaient suffisamment d'informations pour corroborer cette hypothèse. Dans une lettre adressée le 12 juillet 2003, au président du comité des Affaires étrangères des Communes, le chef du *Foreign Office*, Jack Straw, affirmait : « *UK officials were confident that the dossier's statement was based on reliable intelligence which we had not shared with the US (for good reasons, which I have given your committee in private session). A judgment was therefore made to retain it* ».

(14) Sur l'OSP, cf. par exemple Seymour Hersh, « Selective Intelligence », *The New Yorker*, 5 décembre 2003.

contre le terrorisme. Devant la faiblesse des éléments collectés par les agences américaines de renseignement prouvant un éventuel lien entre Al Qaïda et Saddam Hussein, ils décident de confier à l'OSP ce dossier. William Luti, un ancien officier de marine, protégé de l'ancien *leader* de la majorité républicaine au Congrès, Newt Gingrich, et membre du *staff* de Cheney, est chargé de superviser les travaux de l'OSP sur ce dossier; son supérieur est alors Douglas Feith, un des nombreux sous-secrétaires à la Défense, appartenant aux milieux néo-conservateurs. Les « informations » de l'OSP sont fréquemment passées aux médias conservateurs, notamment ceux appartenant à Rupert Murdoch (le quotidien *Weekly Standard* ou le réseau radio télévisé Fox News Network), mais aussi au *Wall Street Journal* et à des éditorialistes comme Charles Krauthammer. Plus enclin à prendre pour argent comptant les informations des membres du Congrès national iraquien et en particulier Ahmad Chalabi, ami de Richard Perle (15), l'OSP comprend une dizaine de permanents. Elle a souvent recours aux services de *staffers* ou de membres de *think-tanks* conservateurs comme l'American Enterprise Institute (AEI). Court-circuitant les agences de renseignement américaines, l'OSP entretient des liens étroits avec l'entourage du Premier ministre israélien, Ariel Sharon, au grand dam du Mossad, beaucoup plus professionnel et mesuré dans l'appréciation du danger iraquien; ces liens remontent à plusieurs années plus tôt, quand Feith et Richard Perle avaient servi comme conseillers du chef du Likoud, à l'époque Benyamin Netanyahu (ils avaient alors rédigé un document intitulé « *A Clean Break : A New Strategy for Securing the Realm* », dans lequel ils appelaient à la destitution du régime de Saddam Hussein, mais aussi de ceux au pouvoir en Syrie, au Liban, en Arabie saoudite et en Iran en vue de garantir la sécurité à long terme d'Israël).

Le groupe constitué autour de l'OSP a court-circuité non seulement la CIA et la DIA, mais aussi le service de renseignement du Département d'Etat (*Bureau of intelligence and research*), de même que le bureau qui y est en charge de l'Iraq. Avec le Département d'Etat, il travaille directement avec John Bolton (*Undersecretary of state for arms control and international security* et ancien vice-président de l'American Enterprise Institute), Michael Wurmser (protégé de Perle à l'AEI) et Elizabeth Cheney (*Deputy*

(15) Perle est un personnage extrêmement intéressant. Il a commencé sa carrière sous le patronage de deux personnages-clés. Le premier, Albert Wholstetter, fut l'une des figures emblématiques de la pensée stratégique américaine durant la Guerre froide. Le second, le sénateur « Scoop » Jackson, a été l'une des figures de proue du Congrès durant les années 1970. Perle se trouve au centre d'une ramification de sociétés, de *think-tanks* et de groupes de presse qui en font un des gourous de la pensée et de l'activisme néo-conservateurs américains. En pleine guerre d'Iraq, il a été contraint de démissionner de son poste de président du Defense Policy Board du Pentagone à la suite de conflits d'intérêts entre sa position et son rôle de lobbyiste au profit d'une société en affaire avec le Pentagone, Global Crossing. Il est partenaire de la firme Trireme Partners, qu'il a créée quelques semaines après le 11 septembre avec Henry Kissinger et qui propose des services de conseil, notamment dans la haute technologie (en particulier pour la *Homeland Security*). Sur les liens de Perle avec *Global Crossing*, cf. l'article de Seymour Hersh, qui est à l'origine de la démission de Perle du *Defense Policy Board*, « Lunch with the Chairman », *The New Yorker*, 17 mars 2003.

*assistant secretary of state for Near East affairs*), fille du vice-Président Dick Cheney. Leur point de contact au NSC est l'archi-conservateur Stephen Hadley.

Le 18 septembre, lors d'une audition devant le Comité des forces armées de la Chambre des Représentants, Rumsfeld demande que le Congrès autorise l'usage de la force contre l'Iraq avant même que le Conseil de sécurité en ait décidé. Le Secrétaire à la Défense utilise l'argument selon lequel un éventuel attentisme de la part du Congrès serait interprété comme un message dilatoire tant à l'égard de la communauté internationale, que l'administration s'efforce de mobiliser, qu'envers les dirigeants de Bagdad. Le 19 septembre, la Maison-Blanche fait parvenir au Congrès le projet d'une résolution autorisant le Président à employer, si nécessaire, la force contre l'Iraq. Si un certain nombre de parlementaires estiment que le passage de cette résolution revient à signer un chèque en blanc au Président, Démocrates et Républicains font néanmoins savoir qu'ils accepteront cette résolution sous réserve de certains amendements. Le 2 octobre suivant, une résolution conjointe des deux chambres est préparée et proposée sous le patronage de Bill Gephardt (Démocrate), futur candidat à la candidature démocrate aux élections de novembre 2004. Cette résolution va bien plus loin que d'autres projets qui ont circulé jusqu'alors au Congrès, comme ceux des sénateurs Biden et Lugar, ou celui de Barbara Lee de la Chambre (16). Elle fait explicitement mention de liens entre Al Qaïda et l'Iraq (17). Les sénateurs la votent le 11 octobre (77 voix contre 23).

#### DIPLOMATIES EN TROMPE-L'ŒIL

Sur le front international, le Président Bush s'assure d'abord de la compréhension et de la coopération des dirigeants britanniques à l'occasion d'une rencontre à Camp David avec le Premier ministre britannique (18). Quelques semaines après cette rencontre, les gouvernements de George Bush et de Tony Blair présentent au Conseil de sécurité le projet d'une résolution qui prévoit l'emploi de la force contre l'Iraq dans l'hypothèse où les dirigeants iraqiens ne se conforment pas aux demandes nouvelles formulées dans cette résolution. Ce projet de résolution n'est rendu public que le

(16) House Joint Resolution 114 and Senate Joint Resolution 46, « To authorize the use of United States Armed Forces against Iraq », 107<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session, 2 octobre 2002.

(17) *Ibid.* : « Whereas members of al Qaïda, an organization bearing responsibility for attacks on the United States, its citizens, and interests, including the attacks that occurred on September 11, 2001, are known to be in Iraq; Whereas Iraq continues to aid and harbor other international terrorist organizations, including organizations that threaten the lives and safety of American citizens; Whereas the attacks on the United States of September 11, 2001, underscored the gravity of the threat posed by the acquisition of weapons of mass destruction by international terrorist organizations ». Les durs de l'Administration Bush ont cherché à utiliser la rencontre qui aurait eu lieu entre Mohammed Atta, l'un des cerveaux des attentats du 11 septembre, et l'un des membres de l'ambassade iraquienne à Prague, Khalil Ibrahim Samir al-Ani, pour justifier la thèse des liens existant entre le régime de Saddam Hussein et Al Qaïda.

(18) 7 septembre 2002.

2 octobre après que les autres membres du Conseil de sécurité en sont saisis. D'emblée, la France, la Russie et la Chine rejettent le projet américano-britannique, arguant du fait que son objet devait porter sur les inspections et sur le désarmement et non pas sur le changement de régime à Bagdad. Après d'intenses débats, une résolution finit par émerger au sein du Conseil de sécurité : la Résolution 1 441 est votée à l'unanimité des membres du Conseil le 8 novembre. Elle ne contient aucune référence à l'emploi de la force contre l'Iraq et ne fournit aucune justification légale à l'invasion de l'Iraq en mars 2003 ; elle prévoit le retour des inspecteurs avec des prérogatives considérablement accrues. Le 13 novembre suivant, l'ambassadeur d'Iraq auprès des Nations Unies, Mohammed Al-Douri, remet au Secrétaire général des Nations Unies une lettre dans laquelle les autorités iraqiennes acceptent sans condition les termes de la Résolution 1 441.

Quelques semaines plus tard, les inspecteurs sont à pied d'œuvre ; peu de temps avant le nouvel an, ils ont déjà visité 188 sites sans découvrir d'indices suffisamment probants qui leur permettraient d'affirmer que l'Iraq possède des armes prohibées. Entre-temps, le 7 décembre, les autorités iraqiennes ont remis un rapport sur leur programme d'armes de destruction massive conformément à la Résolution 1 441. Les autorités américaines manifestent très rapidement leur profond mécontentement quant à la substance de ce rapport. La guerre aurait été formellement décidée à Washington dans la seconde moitié de décembre, après la lecture de ce document de 11 000 pages (19).

Selon la presse américaine (20), dès le 17 décembre, des proches conseillers de George Bush pour la politique étrangère et de sécurité ont mis au point une stratégie destinée à convaincre l'opinion américaine des mensonges iraqiens sur les armes de destruction massive, à recréer l'unité du Conseil de sécurité et à prévoir un nouveau *round* d'inspections beaucoup plus contraignantes, afin de prouver le bien-fondé de la position américaine. Position que la France, la Chine ou la Russie ne partagent pas (21). En maintenant leur position consistant à affirmer que l'Iraq a violé la Résolution 1 441 en possédant bien des armes de destruction massive qui ont échappé jusqu'alors à la vigilance des inspecteurs placés sous les ordres d'Hans Blix, les Américains se trouvent, avec les Britanniques, en totale opposition avec la position adoptée par les trois autres membres permanents du Conseil de sécurité. A l'issue d'une réunion de ce dernier consacrée au terrorisme, convoquée le 20 janvier par la France qui en exerce alors la présidence, Dominique de Villepin déclare que son pays ne s'associera pas à « *une inter-*

(19) Quentin PEEL/Robert GRAHAM/James HARDING/Judy DEMPSEY, « War in Iraq : how the die was cast before transatlantic diplomacy failed », *Financial Times*, 27 mai 2003.

(20) Cf. par exemple Davis SANGER/Julia PRESTON, « Threats and Responses : Inspections ; Bush is Expected to Say Iraq failed to Meet UN Terms », *New York Times*, 18 décembre 2002.

(21) Julia PRESTON, « Threats and Responses : United Nations ; Diplomatic Strains on Iraq : Allies See US as Hasty », *New York Times*, 22 décembre 2002.

vention militaire qui n'aurait pas le soutien de la communauté internationale, le soutien des Nations Unies » (22). Cette prise de position fait l'effet d'un coup de tonnerre à Washington, notamment auprès de Colin Powell. Les Américains ont le sentiment d'avoir été pris par surprise par les Français ; certains commentateurs américains parlent même d'une « *embuscade* » française (23). Le 5 février, devant le Conseil, Colin Powell, lors d'une présentation « spectacle » mais sans témoignages probants, tente d'apporter des preuves supplémentaires de la duplicité iraquienne concernant l'application de la Résolution 1 441 (*material breach*). En février, soucieuses de l'administration de l'Iraq libérée, les autorités américaines confient à Jay Garner, général à la retraite, la responsabilité de l'administration de l'Iraq de l'après-Saddam. Directement responsable auprès de Donald Rumsfeld, Garner est placé à la tête de l'ORHA (Office of reconstruction and humanitarian affairs) (24). Les déboires des Américains avec leurs alliés continuent lorsque, le samedi 1<sup>er</sup> mars, le Parlement turc refuse le transit d'unités américaines prévues initialement pour attaquer l'Iraq depuis la Turquie (il s'agit de la 4<sup>e</sup> division d'infanterie, une des unités les plus modernes de l'US Army). Cependant, les dés sont jetés : la guerre doit avoir lieu. Le 5 mars, le général Franks, commandant en chef du *Central command* (CentCom) qui va être en charge des opérations, en présente le plan au Président Bush. Après un ultimatum de 48 heures lancé le 17 mars par George Bush aux dirigeants irakiens, les hostilités débutent par une attaque aérienne destinée, sur la foi de renseignements, à décapiter le régime iraquien en attaquant, sans succès, directement Saddam Hussein (25).

#### UNE GUERRE EXPÉDITIVE DE 720 HEURES AUX DOMMAGES COLLATÉRAUX POLITIQUES SUBSTANTIELS

La guerre commence le 20 mars pour se terminer le 18 avril. L'armée iraquienne se trouve alors dans un état de délabrement avancé : les bombardements aériens menés dans le cadre d'une interprétation de plus en plus extensive des opérations *Northern* et *Southern Watch* ont cassé ses infrastructures de commandement et de défense anti-aérienne. Les destructions considérables qu'avait subies l'armée de Terre iraquienne lors de la guerre de 1991 n'avaient pas été compensées du fait de l'embargo militaire décrété à l'encontre de l'Iraq. Seules quelques divisions de la garde républicaine ont été en mesure de freiner l'offensive américaine, notamment la division

(22) Conférence de presse du ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, Réunion du Conseil de sécurité des Nations Unies au niveau ministériel sur la lutte contre le terrorisme, New York, 20 janvier 2003.

(23) Cf. par exemple « How the die was cast before diplomacy failed », *op. cit.*

(24) Garner démissionnera le 17 mai. Le 6 mai, l'ambassadeur Paul Bremer III avait été nommé Envoyé spécial du Président en Iraq et, à ce titre, administrateur de l'Autorité provisoire de la Coalition. Garner était censé prendre ses consignes auprès de Bremer.

(25) Après la guerre, l'ancien dirigeant se cachera en Iraq, où il sera fait prisonnier le 13 décembre 2003.

Médina, qui sera la seule à opposer une riposte coordonnée, de courte durée, aux forces de la coalition. Les unités blindées américaines progressent en quelques jours, beaucoup plus rapidement que ce qu'elles avaient pu faire lors de la première guerre d'Iraq. Face à un adversaire démoralisé et sans beaucoup de possibilités de combattre, les Américains utilisent néanmoins, en termes quantitatifs, pratiquement autant de moyens que ceux mis en place dix ans auparavant pour défaire les forces iraqiennes.

	<i>Tempête du Désert</i>	<i>Iraqi Freedom</i>
Effectifs militaires américains	541 370	466 985
<i>US Army</i>	307 648	233 342
<i>US Air Force</i>	54 364	54 995
<i>US Navy</i>	82 278	61 296
<i>US Marine Corps</i>	92 538	74 405
Nombre d'avions (USAF, USN, USMC)	1 624	1 477
Nombre de sorties aériennes		31 404 (26)

Cette campagne montre l'excellence du système de commandement américain, avec l'activation des différents postes de commandement destinés à mener les opérations placées conduites par le général Franks (27). Les opérations aériennes ont été dirigées à partir du CAOC (Combined air operations center), basé en Arabie saoudite (Prince Sultan Air Base) et dont les effectifs vont passer en quelques semaines de 672 à 1 966 personnes.

Le 1<sup>er</sup> mai 2003, après avoir atterri en grande pompe sur le porte-avions *Abraham Lincoln* ralliant San Diego après plusieurs mois d'action, le Président Bush déclare la fin de la guerre. A cette occasion, il affirme : « *la bataille d'Iraq est une victoire dans la guerre contre la terreur qui a commencé le 11 septembre* ». L'opération *Iraqi Freedom* a coûté 138 tués aux forces américaines (28) ; neuf mois après (8 janvier 2004), 216 soldats américains de plus ont été tués lors d'escarmouches avec la guérilla iraqienne. Chaque semaine, le Pentagone débourse environ 1 milliard de dollars pour ses forces d'occupation en Iraq. 16 des 33 brigades d'active de l'*US Army* ont été sollicitées par l'occupation en Iraq (29) et, comme on pouvait le lire dans le *Financial Times*, Washington a été « *contraint, chapeau à la main et le carnet de chèques prêt, de rameuter des contingents étrangers pour l'aider à pacifier un*

(26) De très nombreuses missions ont été consacrées au ravitaillement en vol. Après les chasseurs bombardiers (293 appareils), le nombre le plus important d'appareil de l'USAF déployés a été celui des avions ravitailleurs (182 appareils), qui ont fourni 376 millions de « *US gallons* » de fuel.

(27) Le chef des forces britanniques engagées lors d'*Iraqi Freedom* était l'Air Vice Marshall Brian Burridge.

(28) Les pertes militaires iraqiennes ont été estimées à 2 320 tués.

(29) Thom SHANKER, « *New Top General Tells Legislators US Will Probably Need a Larger Army* », *New York Times*, 30 juillet 2003.

*pays où les attaques de la guérilla sont devenues quotidiennes* » (30). Les armes de destruction massive sont restées introuvables (31). A l'automne 2003, le Président Bush a déclaré que les Etats-Unis ont choisi de mener une politique de long terme au Proche-Orient, destinée non pas seulement à reconstruire l'Iraq (*nation-building*), mais aussi à promouvoir une transformation « civilisationnelle » (*civilisation-rebuilding*). Paradoxalement, les néo-conservateurs américains se sont ralliés à une politique wilsonnienne quant à ses finalités, mais anti-wilsonnienne dans ses moyens : en effet, reconstruire le Proche-Orient doit se faire par l'application de la puissance américaine sans qu'aucune contrainte ou limite ne la bride (32).

En avril 2003, le Premier ministre britannique obtient, lors de sa rencontre avec George Bush à Hillsborough, que l'ONU joue un rôle « vital » en Iraq. La Résolution 1 483 du 22 mars 2003, qui reconnaît le statut de puissances occupantes aux membres de la Coalition, fait litière de cette prétention.

Le 21 avril, alors que les hostilités ont pratiquement pris fin, se tient à la Maison-Blanche une réunion destinée à trouver les moyens de « punir » la France pour son comportement lors de la crise iraquienne. Stephen Hadley, le Conseiller adjoint pour les affaires de Sécurité nationale, préside la réunion, à laquelle participent Marc Grossman, sous-Secrétaire d'Etat pour les Affaires politiques, Lewis Libby et Eric Edelman, deux « faucons » membres de l'état-major du vice-Président, Dick Cheney (33).

#### LA CRISE IRAQUIENNE ET SES RETOMBÉES EN EUROPE

Les leçons de la crise iraquienne sont particulièrement nombreuses et importantes pour l'Union européenne. Certaines d'entre elles confirment des tendances lourdes qui prévalaient déjà bien avant la crise, laquelle a mis en évidence l'apparition d'une remarquable convergence des opinions publiques européennes, convergence attestée par les multiples sondages auxquels la crise a donné lieu. Ainsi que le déclarait Valéry Giscard d'Estaing au Parlement suédois, le 9 avril 2003, « une conscience européenne est en train d'émerger ».

(30) « US Struggles to Cobble Together International Troops », *Financial Times*, 1<sup>er</sup> août 2003.

(31) Le 2 octobre 2003, l'*Iraqi Study Group* (ISG), chargé par les autorités américaines de trouver ces armes dans l'Iraq libéré, admettra, par la voix de son directeur David Kay, qu'après trois mois d'enquête rien n'a été trouvé de probant, démentant ainsi ceux qui, tout au long de la crise, y compris en France, ont affirmé le contraire.

(32) Sur ce thème, cf. Martin WOLF, « Bush is All Big Stick and no Soft Speech », *Financial Times*, 23 décembre 2003.

(33) Elisabeth BUMILLER, « US Angry at French Stance on War, Considers Punishment », *New York Times*, 24 avril 2003.

Quand l'opinion ne s'est pas retrouvée, en tout cas avant la guerre, dans les décisions prises par ses dirigeants, il s'en est suivi une crise politique interne, dont on perçoit les manifestations tout particulièrement en Grande-Bretagne. Cette crise a entraîné des prises de position très critiques de proches du Premier ministre (comme celles de Chris Smith, ministre de la Culture et ancien membre du *Cabinet Office*, ou encore de John Monks, Secrétaire général du TUC). Le 12 mai, Clare Short, *International Development Secretary*, démissionne du gouvernement Blair. Dans une déclaration aux Communes, elle s'en prend violemment à la méthode de gouvernement de Tony Blair, qu'elle accuse d'avoir, dans sa seconde mandature, organisé une centralisation excessive du pouvoir : « nous avons les pouvoirs de type présidentiel qui se conjuguent avec l'automatisme du soutien de la majorité parlementaire » (34). Une partie de l'électorat travailliste inflige une sanction à ses dirigeants lors des élections locales le 1<sup>er</sup> mai (29 villes sont perdues, le *Labour Party* perd 820 sièges). Le suicide de David Kelly (35) et l'enquête confiée à Lord Hutton sur l'implication éventuelle tant du gouvernement que de la BBC dans cette affaire ajoutent encore au trouble qui existe en Grande-Bretagne (36). Cette crise est aussi celle de la représentativité : le contrat de confiance entre dirigeants et opinion publique a été mis en cause (37). Quand, le 21 février 2003, à Chatham House, Jack Straw déclare, pour justifier la guerre qui se précise, que certaines armes de destruction massive iraquienne sont déployables 45 minutes après l'ordre de les utiliser et qu'à ce titre elles représentent une menace imminente et vitale pour le Royaume-Uni, 3 mois plus tard, à la BBC, le Secrétaire au *Foreign Office* affirme que trouver les armes de destruction massive iraquienne n'est pas fondamentalement important. Il y a matière à s'interroger. Cette crise de représentativité, en tout cas au Royaume-Uni mais aussi en Espagne et en Italie, est le symptôme d'une dérive politique troublante qui pourrait miner « le respect des citoyens pour le système politique » (38).

Une autre leçon de la crise iraquienne pour les Européens touche au cœur même du projet européen, avec le renforcement du soupçon que l'on peut nourrir désormais sur les desseins de certains membres de l'Administration Bush visant à empêcher l'Union européenne de devenir un acteur politique à part entière sur la scène internationale. A un moment où, avec les travaux de la Convention, l'Union européenne était à la croisée des chemins, certains

(34) Déclaration de Clare Short à la Chambre des Communes, 12 mai 2003.

(35) Le 17 juillet 2003.

(36) Le Dr David Kelly, inspecteur des Nations Unies, s'est suicidé le 17 juillet, après avoir été désigné par des officiels du ministère de la Défense comme étant l'informateur de journalistes de la BBC hostiles aux positions du gouvernement Blair dans l'affaire iraquienne ; une enquête a été confiée à Lord Hutton pour établir les responsabilités dans sa mort. Lord Hutton a présenté son rapport à Lord Falconer, Secrétaire d'Etat pour les Affaires constitutionnelles, en janvier 2004.

(37) La violence des prises de position contre la politique de Tony Blair est à souligner. Une partie de la presse britannique s'est enflammée à propos de la crise. A titre d'exemple, cf. David LEIGH/Richard NORTON-TAYLOR, « We Are Now a Client State », *The Guardian*, 17 juillet 2003.

(38) Clare Short, déclaration aux Communes, *op. cit.*

« durs » de l'Administration Bush ont en effet lancé une offensive contre la cohésion de l'Union, offensive destinée à la « désagréger ». On en a vu des exemples à travers la lettre des Huit (39) ou celle des « Dix de Vilnius (40) », cette dernière adroitement inspirée par Bruce Jackson, ancien vice-président de Lookheed Martin et animateur du sous-comité de politique étrangère de George Bush durant la campagne présidentielle de 2000. Lors d'une visite aux Etats-Unis quelques jours après la fin des hostilités, Javier Solana a mis en garde ses interlocuteurs américains devant la tentation qui pourrait effleurer certains responsables américains de chercher à « désagréger l'Europe » (*disaggregating Europe*), ajoutant que ce serait une erreur pour Washington (41).

La difficulté qu'il y a désormais à interagir sur la scène internationale avec les Etats-Unis suscite deux types de réaction de la part des Européens. Chez certains, le réflexe est plutôt de continuer à « coller » aux Etats-Unis, en espérant de la sorte influencer leur politique. C'est l'attitude adoptée par les autorités britanniques, qui ont ouvert une nouvelle polémique avec les Français sur la nature de la société internationale, arguant, par la voie de Tony Blair, que le monde devait être unilatéral (42) : M. Blair appelle de ses vœux une « *Europe plus puissante, capable de parler avec plus de force* » pour coopérer avec l'Amérique; le meilleur moyen pour l'Europe de progresser est d'être la partenaire de l'Amérique, non sa rivale; le pire, ajoute-t-il, serait de voir l'Europe « *s'opposer à l'Amérique* ». Pour M. Blair, il est clair que l'Union européenne doit, en particulier lors des graves crises internationales, se ranger aux côtés de l'Amérique. Il se situe ainsi fort loin de l'ambition des pays qui, comme la France, cherchent à renforcer l'Europe pour en faire un contrepoids aux désirs d'hégémonie de Washington.

Chez d'autres Européens apparaît un réflexe d'autodéfense. A cet égard il est intéressant de noter une évolution de l'opinion allemande : c'est ainsi que, dans un sondage de la FAZ, en pleine guerre d'Iraq, on voit que la France est, aux yeux de l'opinion allemande, un partenaire plus important, plus fiable et plus amical que les Etats-Unis; à la question de savoir quel est le partenaire le plus important pour les Allemands entre la France pour ce qui est de la construction européenne ou les Etats-Unis pour ce qui concerne la sécurité, 49 % répondent la France et seulement 19 % les Etats-Unis. Le problème n'est pas conjoncturel, il tient à une évolution profonde des représentations sur la place des Etats-Unis dans le monde.

En mars 1991, juste après le cessez-le-feu entre l'Iraq et la coalition agissant au nom de l'ONU, 65 % des Français jugeaient que « *le rôle dominant*

(39) Grande-Bretagne, République tchèque, Hongrie, Danemark, Pologne, Italie, Portugal, Espagne.

(40) Estonie, Lituanie, Lettonie, Slovaquie, Slovaquie, Bulgarie, Roumanie, Albanie, Croatie, Macédoine. Bruce Jackson est membre du *Project for a New American Century*, très lié aux néo-conservateurs.

(41) Ian Black, « US Warned Not to Try to Split EU », Ian Black, *The Guardian*, 9 mai 2003. Le discours de Javier Solana a été prononcé le 7 mai devant la Foreign Policy Association, à New York.

(42) Interview de Tony Blair au *Financial Times*, 28 avril 2003.

*des États-Unis* » était « *plutôt une bonne chose pour l'équilibre du monde* » ; cette opinion était partagée aussi bien par les sympathisants socialistes (67 %) que par ceux de l'UDF (76 %) ou du RPR (79 %) – on ne trouvait de minorités significatives d'opposants à cette idée que parmi les sympathisants du Parti communiste, et dans une certaine mesure des Verts. Tout autre est le paysage aujourd'hui : 76 % des Français jugent que ce rôle dominant des États-Unis est une mauvaise chose, contre 17 % seulement qui s'en réjouissent. L'inversion est totale et ce jugement négatif traverse toutes les catégories considérées, même s'il est relativement plus répandu à gauche (81 %) qu'à droite (72 %) et chez les plus jeunes que parmi les plus âgés. Dès lors, pour les trois quarts des Français (76 %), il y a urgence à ce que l'Europe se dote d'une « *véritable politique étrangère commune* » et ce jugement est partout dominant, y compris parmi les catégories traditionnellement les plus rétives à la construction européenne, tels que les sympathisants du Front national. Avec ces résultats exactement symétriques (76 % pour une vraie politique étrangère commune, 76 % contre le rôle dominant des États-Unis), il est possible de supposer que la crise internationale actuelle aura aussi des effets sur la construction, dans l'opinion publique française, d'une identité européenne toujours plus différente d'une identité atlantiste.

#### CONCLUSION

En quelques mois, du printemps 2002 à l'hiver 2003, la crise iraquienne a enflammé la scène internationale et provoqué d'immenses dégâts. On peut désormais affirmer que cette crise est devenue la « mère » de toutes les crises que traverse aujourd'hui la société internationale : crise de l'ONU, crise transatlantique, crise du « quartet » chargé d'aider à trouver une solution au problème israélo-palestinien et, enfin, crise de l'Union européenne.

La crise iraquienne a en fait révélé des ambiguïtés dont il était possible de s'accommoder tant qu'elles demeuraient cachées ou diplomatiquement mises de côté. C'est le cas au sein de l'OTAN : Washington avait fini par s'habituer, comme l'écrivait jadis Montesquieu des relations entre Rome et ses alliés, à ce que « *toutes les nations fussent accoutumées à obéir comme libres et comme alliées avant de leur commander comme sujettes* ». L'habitude bien ancrée à Washington, mais aussi à Londres, fidèle second, de voir les alliés rallier systématiquement les positions américaines quand Washington sonnait « la fin de la récréation » a volé en éclats. L'attitude de l'Allemagne, de la Belgique et de la Turquie l'ont amplement démontré. Le *modus operandi* de l'OTAN n'a pas fonctionné aussi parce qu'à Berlin, Londres et Washington, chacun a pratiqué une sorte de fuite en avant : la paix pour le Chancelier, la guerre à tout prix pour George W. Bush et Tony Blair, sans se laisser de marge de manœuvre pour préserver les chances de trouver un nouveau

consensus. Toutefois, ce consensus était-il possible avec une administration américaine qui s'est rarement montrée aussi idéologue et aussi fluctuante dans l'affichage de ses buts de guerre ? Si ces ambiguïtés se sont révélées, c'est sans doute aussi que l'Union européenne vient pour la première fois bouleverser la donne transatlantique. L'Union européenne est le facteur nouveau, non parce que, comme on a pu le constater, elle n'a pu s'affirmer, mais bien plutôt parce qu'en tant que telle, en tant que projet politique, elle a fait éclater au grand jour et pour la première fois les contradictions internes entre les tenants de l'« Europe puissance » et ceux de l'« Europe grand marché ». Dans cette cacophonie européenne, le tandem franco-allemand s'est affirmé avec force. Paris n'aurait pas pu adopter la position ferme qu'il a prise pour donner sa chance à la logique de paix par le désarmement pacifique de Bagdad sans être sur la même longueur d'onde que Berlin et réciproquement. Certes, on peut dire que des considérations de politique intérieure ont pesé lourd dans l'attitude adoptée par le Chancelier Schröder, mais ce serait réduire le sens de ce qui se produit actuellement. Paris et Berlin ont partagé le sentiment que la tentative américaine de renverser un dirigeant politique, si peu recommandable soit-il, dans le cadre d'un mandat de l'ONU demandant le contrôle et la destruction d'armes de destruction massive, était contraire à une pratique saine des relations internationales et lourd de dangers pour l'avenir.

De leur côté, les relations transatlantiques ne pourront plus avoir le même sens que précédemment, tant pour Berlin que pour Paris. Bien sûr, chacun cherche à recoller les morceaux après la crise, mais il est apparu que les intérêts essentiels des deux capitales ne coïncidaient plus nécessairement avec ceux de Washington. Toutefois, c'est sans doute sur le front européen que Paris et Berlin vont avoir à redoubler de créativité et de dynamisme. Il leur faudra tirer les conséquences de la mort d'une certaine idée de la PESC, provoquée par la crise et dont les effets mortifères se sont manifestés lors du désastreux sommet européen de Bruxelles en décembre 2003. La crise a en effet débouché, paradoxalement, sur un succès de la politique anglaise qui, depuis les origines de la construction européenne, considère l'Union européenne comme avant tout un grand marché. Cela peut être aussi un succès franco-allemand : Paris et Berlin, qui sont attelés depuis plus de 50 ans à la construction européenne, peuvent désormais changer de vitesse et envisager de construire l'« Europe puissance ». Cette dernière doit se faire d'abord dans un cadre géographique « carolingien » pour pouvoir être ensuite proposée à l'ensemble des partenaires de l'Union. Son succès passe par la voie de la coopération renforcée, comme le recommandait un mémorandum franco-allemand sur la PESC adressé à la Convention. En défendant ce qu'ils estiment être les intérêts légitimes d'une certaine Europe, ils contraindront les Britanniques à opérer des choix certes déchirants pour le Royaume-Uni, mais salutaires car destinés à l'ancrer, enfin, en Europe.